

Élections US : dernière ligne droite ?



[Source : FranceSoir]

Auteur : Elisabeth Dancet

Alors qu'une majorité d'Occidentaux se sont rassemblés en petit comité pour célébrer les fêtes de fin d'année malgré la crise sanitaire, certains ont continué de travailler d'arrache-pied pendant ce qui fut appelé, à une autre époque, la trêve des confiseurs.

Nous avons évoqué dans notre dernier article trois possibilités d'actions pour révéler les fraudes massives intervenues durant les élections présidentielles du 3 novembre dernier.

Ces trois voies se déroulent activement, sans que personne ne puisse dire lesquelles se démarqueront à partir du 6 janvier et dans les jours qui vont suivre. A cette date, le Congrès se réunit pour faire le décompte final des votes des grands électeurs. Étant donné les multiples fraudes intervenues dans les États clés, cette session risque d'être houleuse et d'entraîner de nombreux débats, preuves à l'appui. Plus de soixante élus fédéraux, membres du congrès et sénateurs, se sont positionnés à ce jour pour objecter comme la Constitution leur en donne le droit, lors de la session parlementaire du 6 janvier. Le républicain Josh Hawley a été le premier à ouvrir le feu le 30 décembre. « Je ne peux pas voter pour certifier les résultats du collège électoral le 6 janvier sans évoquer le fait que certains États, en particulier la Pennsylvanie, n'ont pas suivi leur propre législation pour le déroulement de ces élections », a affirmé le sénateur du Missouri.

Le 2 janvier, le sénateur républicain Ted Cruz appuyé par 10 autres sénateurs a publié une déclaration conjointe. Dans cette déclaration, les sénateurs affirment leur volonté d'objecter au décompte des voix du collège électoral et exigent un audit officiel pour s'assurer de l'intégrité du processus électoral. « Le Congrès devrait immédiatement nommer une commission électorale, dotée d'une autorité d'enquête indépendante et complète, pour effectuer un audit d'urgence de 10 jours des résultats des élections dans les États contestés » ont insisté ces sénateurs.

La première voie concerne les juridictions des États clés. Selon la loi du décompte électoral de 1887, les législateurs des États ont tous pouvoirs pour compter et valider les votes de leurs citoyens. Rappelons que sept États ont

déposé des listes de votes alternatifs pour Trump lors du vote du collège électoral le 14 décembre.

En Arizona, excédés par la passivité des élus face à la montagne d'évidences présentées lors des auditions publiques, les Américains eux-mêmes se sont portés volontaires et ont décidé de recompter les votes. Républicains, démocrates et indépendants, « We the People » ont voulu en avoir le cœur net. Sous l'impulsion de Liz Harris, candidate républicaine au congrès, ils ont réexaminé la base des données électorales de l'État. Ce qu'ils ont trouvé est édifiant et confirme les nombreux témoignages sous serment. Dans leurs échantillons d'électeurs de 67 comtés, ils ont découvert que 15 000 personnes au moins ont voté alors qu'elles n'habitent pas l'État, ont disparu ou sont décédées. Le mathématicien Bobby Pitton, qui a déjà présenté ses analyses statistiques lors des auditions publiques du 30 novembre, a calculé qu'au moins 160 000 votes sont illégaux dans l'État. La différence affichée entre les deux candidats est de 10 377 voix ! La pression exercée sur les élus par le peuple est forte et il va être difficile de valider les votes pour Biden, alors que Trump a gagné.

En Géorgie où les élus se sont enfin décidés sous la pression populaire, à rouvrir des auditions publiques le 30 décembre, il s'est passé deux événements extraordinaires. Jovan Pulitzer inventeur et expert de l'internet, a effectué en direct avec son équipe un piratage à distance d'une des machines Dominion du comté de Fulton face aux sénateurs de l'État médusés ! Ces machines sont supposées ne pas être connectées à Internet. Or l'une d'entre elles était en train d'envoyer des données et d'en recevoir, démontrant la capacité de CHANGER les résultats en temps réel, d'envoyer de faux bulletins, d'affecter une fraction prédéterminée à chaque candidat... Ce témoignage en *live*, preuve des mensonges avérés des fabricants des machines DVS, a été corroboré par une autre analyse précise des historiques des votes par des spécialistes des data dont Dave Lobue, expert en fraude financière. Dans le comté de Dodge, ces experts ont identifié 17 218 votes soustraits en un instant du total des votes pour Trump et ajoutés à Biden. Ce *switch* a été effectué en 8 minutes dans la nuit du 3 au 4 novembre, entre deux envois informatiques des données à l'État pour publication. Ces procédés peuvent passer inaperçus sans l'analyse historique des transactions. Dans le comté de Dougherty, 17 650 voix pour Trump ont simplement disparu, quand le différentiel attribué à Joe Biden pour l'État de Géorgie est de 11 779 voix ! Statistiquement, l'équipe a aussi prouvé que les votes pour Trump ont été décrémentés dans plusieurs comtés, et que cette manœuvre a été répétée plusieurs fois. Leur conclusion est sans appel : il est impossible de certifier les résultats des élections en Géorgie car Trump a gagné.

En Pennsylvanie, les membres du Congrès se sont enfin décidés à déclarer que leurs élections étaient inconstitutionnelles. On se souvient des irrégularités et fraudes massives identifiées dans cet État. Sur le plan constitutionnel, les irrégularités ont été reconnues officiellement par 10 membres du congrès sous la houlette de Dan Meuser. Cette déclaration a été publiée sur le site de la législature de l'État : « tant que ces pratiques illégales n'auront pas été reconnues et corrigées, il nous est impossible de

reconnaitre le vote des grands électeurs car il est basé sur un nombre total de votes erroné. »

En récupérant les résultats effectifs de ces trois États seulement – sur les 7 qui sont contestés – Trump obtient 47 votes de grands électeurs et dépasse aisément la barre des 270 votes nécessaires pour remporter les élections, alors que la situation est tout aussi biaisée au Michigan, dans le Wisconsin et au Nevada.

Ceci nous conduit à la deuxième voie : le rôle du Sénat et celui de son président Mike Pence. Les experts en droit constitutionnel s'affrontent sur les possibilités d'action du vice-président qui va présider la réunion du 6 janvier. Les votes de chaque État seront examinés par ordre alphabétique. Face à chaque objection, les chambres se réunissent chacune de leur côté pour en débattre. Le Congrès, à majorité démocrate, ne validera pas les objections. Le Sénat peut-être, même si certains républicains ont déjà entériné la victoire de Biden. Certains constitutionnalistes affirment que selon le 12ème amendement de la Constitution, le président du Sénat a les pleins pouvoirs pour choisir la liste des votes alternatifs, aux vues des preuves qui lui sont présentées. Le rôle de Pence, qui a salué le choix des élus résolu à challenger les votes, sera déterminant et créera peut-être un précédent.

Comme la loi de décompte des voix de 1887 donne les pleins pouvoirs aux législatures des États, ils doivent – selon l'article 2 – dé-certifier les votes pour valider les listes alternatives. Ce conflit légal potentiel pourrait remonter à la Cour suprême, restée très en retrait jusqu'à ce jour, alors qu'elle a enregistré des dizaines de plaintes à propos des élections, y compris la dernière en date émise par Donald Trump contre l'État du Wisconsin déposée le 30 décembre...

La troisième voie est encore plus d'actualité qu'avant Noël : le président Trump peut mettre en action son ordre exécutif du 12 septembre 2018 en cas d'interférence étrangère dans le déroulement des élections. L'avocate Sidney Powell a été reçue le 19 décembre à la Maison Blanche pour évoquer avec le Président sa nomination éventuelle en tant que conseiller spécial à propos des fraudes électorales. La réunion à laquelle assistait également le général Flynn, a fait l'objet de commentaires virulents des participants, outrés par l'attitude défaitiste des conseillers de Trump. Si on attend toujours le rapport du DNI (Director of National Intelligence) John Ratcliffe sur l'interférence étrangère de la Chine, de l'Iran et de la Russie dans ces élections, Sidney Powell a de son côté consigné les preuves et témoignages sous serment accumulés sur le sujet dans un rapport de 270 pages. Ce rapport contient aussi des documents du FBI et de la CIA démontrant le piratage des machines DVS par des hackers de Russie et d'Iran, et leur utilisation au Venezuela. Le rapport a été rendu public et mis en ligne sur le site de l'avocate le 22 décembre.

Malgré les nombreuses restrictions annoncées à Washington – sous prétexte de covid ou à cause des fraudes – fermeture des bars, des restaurants et des

hôtels, les *patriots* du mouvement #StoptheSteal (#ArrêtezLeVol) s'organisent pour un grand rassemblement dans la capitale le 6 janvier. Plus d'un million de personnes sont attendues, et les grands médias se taisent : pourquoi ? Malgré cette censure digne du régime chinois, les Américains sont décidés à ne pas laisser passer les résultats frauduleux de ces élections.

Auteur(s): Elisabeth Dancet, journaliste pour FranceSoir